

What is the Council?

- The Canadian Advisory Council on the Status of Women is composed of a maximum of 27 volunteer, part-time members and three full-time, paid members, all appointed by the Federal Government for a fixed term.
- The president and two vice-presidents, who represent the Eastern and Western regions of the country respectively, serve full-time. They are members of the Council's Executive Committee, along with two other members who are elected to this Committee by the Council for a one-year term.
- Members are appointed so that the Council collectively represents the regional, cultural, and ethnic diversity and both official languages of Canada.
- The Council reports to Parliament through the Minister Responsible for the Status of Women.
- The Council's main office is located in Ottawa, with smaller regional offices in Western and Eastern Canada.

about the canadian advisory council on the status of women

CAI

SW

-7030

3 1761 11709760 0



Canadian Advisory Council
on the Status of Women
Box 1541, Station B, Ottawa, Ontario K1P 5R5

What is the Council's mandate?

- The Council's mandate is twofold:
 - to bring before the government and the public matters of interest and concern to women; and
 - to advise the government on such matters as the Minister may refer to the Council for its consideration, or as the Council deems appropriate.

How did the Council begin?

- The Council's origins lie in the Royal Commission on the Status of Women in Canada, established in February 1967 to "... ensure for women equal opportunities with men in all aspects of Canadian society...".
- Of the 167 recommendations contained in the Commission's report, submitted in 1970, the 166th recommended "... that a federal Status of Women Council... be established".
- As a result of this recommendation, the Canadian Advisory Council on the Status of Women was established in 1973. Its past presidents are Katie Cook, Yvette Rousseau, Doris Anderson, and Lucie Pépin. The Council's current president is Sylvia Gold.

What does the Council do?

- Research and background material produced for the Council provide the base upon which Council recommendations are made, following deliberation by members in general meetings.
- Council recommendations for changes in legislation and to improve the status of women are communicated to government by submissions to standing committees, special commissions, or task forces; letters to or meetings with Cabinet ministers; meetings with the Minister Responsible for the Status of Women; and annual reports tabled in the House of Commons by this Minister.
- The Council has the right and responsibility to inform the public of its recommendations and its findings. Consequently, research publications, briefs, and responses to current events are often communicated to women's groups, educational institutions, interested individuals, and mass media.
- The Council's research has focused on a wide range of subjects including:
 - the status of native women and their children
 - violence against women
 - pornography
 - family law
 - child care
 - poverty
 - women's paid and unpaid work
 - reproductive health
 - Charter of Rights and Freedoms
 - prostitution
 - farm women
 - pensions
 - visible minorities.
- The Council maintains regular contact with other women's groups and with provincial and territorial advisory councils on the status of women. As well, members bring to the Council issues of interest to women in their regions.
- The information and research developed for the Council and the public lead to the anticipation of future trends. The Council is proud to plan with Canadian women a better society for all Canadians.

quel est son mandat?

- Le mandat du Conseil est double:
 - saisir le gouvernement et le public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes; et
 - conseiller le gouvernement fédéral sur les sujets relatifs à la condition féminine, sujets que le Ministre peut soumettre au Conseil pour étude ou que le Conseil peut juger appropriés.

quelle est son origine?

- L'origine du Conseil remonte à la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, établie en février 1967 "... afin d'assurer aux femmes des chances égales à celles des hommes dans toutes les sphères de la société canadienne."
- Parmi les 167 recommandations du rapport de la Commission, présenté en 1970, la recommandation 166 préconisait "... la création d'un Conseil fédéral de la condition de la femme ..."
- Suite à cette recommandation, le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme a été créé en 1973. Il a eu tour à tour pour présidentes Mesdames Katie Cook, Yvette Rousseau, Doris Anderson et Lucie Pépin. La présidente actuelle est Mad. Sylvia Gold.

quel est son rôle?

- La documentation de base et les documents de recherche produits pour le Conseil sont les éléments sur lesquels s'appuient les recommandations formulées, suite aux délibérations des membres lors des assemblées générales.
- Les recommandations du Conseil préconisant des modifications législatives et autres mesures destinées à améliorer la condition féminine sont présentées au gouvernement par l'entremise de mémoires aux comités permanents, commissions spéciales ou groupes de travail; lettres ou rencontres avec les ministres; rencontres avec le Ministre responsable de la condition féminine; et rapports annuels déposés à la Chambre des communes par le Ministre.
- Le Conseil a le droit et la responsabilité d'informer le public de ses recommandations et recherches. Par conséquent, les rapports de recherche, mémoires et réactions à l'actualité sont souvent communiqués aux groupements féminins, aux établissements d'enseignement, aux médias et aux personnes intéressées.
- Les recherches du Conseil portent sur un vaste éventail de sujets et, entre autres:
 - le statut des femmes autochtones et de leurs enfants
 - la violence à l'égard des femmes
 - la pornographie
 - le droit de la famille
 - les services de garde
 - les femmes et la pauvreté
 - le travail rémunéré et le travail non rémunéré des femmes
 - la santé et la reproduction
 - la Charte des droits et libertés
 - la prostitution
 - les agricultrices
 - les régimes de pensions
 - les minorités visibles.
- Le Conseil maintient des contacts réguliers avec des groupements féminins et avec les conseils consultatifs provinciaux et territoriaux de la situation de la femme. En outre, les membres soulèvent devant le Conseil des questions d'intérêt régional.
- L'information et la recherche préparées pour le Conseil et pour le public permettent de prévoir les futures tendances de la société. Le Conseil est fier de travailler, avec les Canadiennes, à une meilleure société pour toutes et tous.

Ce qu'est le Conseil

- Le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme est composé d'un maximum de 27 membres bénévoles à temps partiel et de trois membres rémunérées à temps plein. Toutes les membres sont nommées par le gouvernement fédéral pour une durée déterminée.
- La présidente et les deux vice-présidentes, qui représentent l'Est et l'Ouest du pays, sont nommées à temps plein. Elles sont membres du Comité exécutif du Conseil qui comporte en outre deux autres membres élues par le Conseil pour un mandat d'un an.
- Les membres sont nommées de sorte que le Conseil reflète la diversité régionale, culturelle et ethnique du Canada, de même que ses deux langues officielles.
- Le Conseil fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du Ministre responsable de la condition féminine.
- Le siège social du Conseil se trouve à Ottawa et les bureaux régionaux dans l'Est et l'Ouest du pays.

le conseil consultatif canadien de la situation de la femme

Conseil consultatif canadien
de la situation de la femme
C.P. 1541, Succ. B, Ottawa (Ontario) K1P 5R5